



AVIS sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans un contexte d'insécurité civile et d'inflation persistante au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Concertation technique du **DISPOSITIF RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES (PREGEC)**

Les participants à la réunion du dispositif régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, tenue les 10 et 11 juin 2024 à Abidjan en Côte d'Ivoire, ont évalué la situation alimentaire et nutritionnelle et le démarrage de la campagne agropastorale 2024-2025 et donnent les conclusions suivantes :

1. Situation des marchés

Le fonctionnement des marchés de la région est globalement satisfaisant, sauf dans les zones de conflits où il est toujours perturbé. L'approvisionnement des marchés en céréales de base connaît un affaiblissement global, malgré la mise en marché des stocks par les commerçants en cette période de démarrage de la saison des pluies.

Les prix des denrées alimentaires restent très élevés par rapport à la moyenne des cinq dernières années dans tous les pays. Les hausses de prix les plus importantes sont toujours observées au Nigéria, au Ghana, en Sierra Leone, au Libéria et en Gambie. Le niveau d'inflation reste très élevé dans la région, avec un taux global de 24%. L'inflation demeure l'une des principales causes sous-jacentes de la hausse générale des prix. Les pays les plus touchés par l'inflation sont le Nigéria (33,7%), la Sierra Leone (41%) et le Ghana (25%).

La dépréciation continue des monnaies locales, l'insécurité civile, les mesures de restriction d'exportation des produits alimentaires toujours en vigueur dans la plupart des pays de la sous-région et le déficit de production agricole dans certains pays (Nigéria, Niger et Tchad) contribuent au maintien de la tendance haussière des prix des denrées de base au-dessus de la moyenne des cinq dernières. Malgré, que les prix des animaux et des produits de rente soient en hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières années, les termes de l'échange demeurent dans l'ensemble en défaveur des consommateurs. Cela traduit une détérioration continue du pouvoir d'achat des ménages agricoles et pasteurs en raison de la hausse des prix des denrées de base, limitant ainsi leurs capacités d'accès à une alimentation diversifiée, saine et nutritive.

Sur les marchés internationaux, les indices des prix mondiaux de toutes les céréales et des produits laitiers sont en hausse en raison des dégâts subis par les infrastructures portuaires sur la mer noire d'une part et d'autre part des perturbations du transport maritime en mer rouge.

Organisée par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel avec l'appui de ses partenaires, la réunion du PREGEC de juin, a lancé la campagne agro-pastorale 2024-2025. Elle a également examiné les prévisions des caractéristiques agro-hydro-climatiques de la saison des pluies et préparé le suivi de son déroulement.

2. Situation alimentaire et nutritionnelle : résultats du Cadre Harmonisé (CH) et les mesures d'atténuation

La situation alimentaire et nutritionnelle est préoccupante en début de période de soudure (juin à août). En effet, les résultats du CH ont estimé à 49,5 millions de personnes en insécurité alimentaire de la phase 3 à pire, dans 16 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. La situation des personnes déplacées et des réfugiés vivants respectivement au Nigéria et au Tchad, est aussi inquiétante avec environ 500 000 personnes en phase 3 à pire du CH.

L'insécurité civile, dans le bassin du lac Tchad, dans la zone de Liptako Gourma (frontière du Burkina Faso, du Niger et du Mali) et dans les Etats du nord-ouest du Nigéria (Sokoto, Katsina, Zamfara), reste le principal facteur qui exacerbe la crise alimentaire et nutritionnelle. Elle occasionne des déplacements de populations, la dégradation de leurs conditions de vie et une recrudescence des conflits communautaires entre les personnes déplacées internes et les communautés hôtes.

La nutrition demeure une grande préoccupation de la région à l'instar des autres régions du monde. Malgré, les efforts conjugués dans les pays en synergie avec la communauté humanitaire la malnutrition aigüe toucherait plus 6,9 millions d'enfants de moins de cinq ans, dont 1,4 millions d'enfants sous la forme sévère. La situation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes, demeure très précaire dans certains pays, notamment dans les zones de conflit comme la région du Liptako Gourma au Sahel Central, le Nord du Nigeria et le Tchad. Il est de ce fait important d'accompagner la transformation et l'adaptation des systèmes alimentaires en promouvant les actions de protection sociale pour une meilleure lutte contre la malnutrition dans un contexte de croissance démographique.

Pour mieux faire face aux crises alimentaire et nutritionnelle, dix pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ont initié des plans de réponse avec la planification des actions d'atténuation. Les prévisions d'interventions des 10 pays s'élèvent à 771 milliards de francs CFA, répartis en quatre domaines d'intervention : (i) l'appui pour faciliter l'accès aux aliments, (ii) la prise en charge des enfants malnutris et des femmes enceintes et allaitantes, (iii) l'appui pour la protection des moyens d'existence et (iv) le suivi et la coordination des plans nationaux de réponse.

Malgré les efforts de mobilisation interne par les pays, le financement acquis est estimé à 125 milliards en fin avril 2024 pour l'ensemble, soit 16% du montant total planifié par les dix pays suivis. Le taux d'exécution financière est de 13%. Toutefois, il convient de souligner que certains pays n'ont pas encore démarré la mise en œuvre des actions de réponse en avril 2024.

3. Démarrage de la campagne agrosylvopastorale 2024/2025

La campagne agrosylvopastorale 2024-2025 s'annonce sous de bons auspices, selon les prévisions saisonnières qui augurent une pluviométrie excédentaire par rapport à la normale dans la région. Cependant, il est présagé également les risques d'observer des dates de démarrages tardifs à moyens dans le Sahel Centre et des pauses pluviométriques longues à normales dans la bande sahélienne vers la fin de la saison.

Malgré, une prévision de saison des pluies globalement humide, des séquences sèches courtes à moyennes sont attendues dans le Sahel Ouest et moyennes à longues dans le Sahel Est. Les dates de fin seraient tardives à moyennes sur toutes les zones soudano-sahélienne et sahélienne de l'Afrique de l'Ouest et du Tchad

4. Situation pastorale

La situation pastorale est caractérisée par un pic de la période de soudure, avec une baisse importante de biomasse résiduelle. Le niveau d'embonpoint des animaux est à prédominance médiocre. Le retour des animaux vers les terroirs d'attache connaît un début timide en fin mai 2024. Dans des zones comme celles de Tombouctou et Ségou (au Mali), d'Agadez, Tahoua et Tillabéry (au Niger) et de Gorgol et Guidimakha (en Mauritanie), il est observé de très fortes concentrations des troupeaux. La situation pastorale connaît des tensions dans certains espaces pastoraux au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria en raison principalement de la crise sécuritaire et de la rareté habituelle d'eau d'abreuvement et de biomasse pendant la période de soudure.

5. Recommandations

Compte tenu de tout ce qui précède, la réunion recommande :

À l'endroit des États :

- Allouer les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des plans nationaux de réponse ;
- Prendre les dispositions pour faciliter l'accès des humanitaires aux zones d'insécurité ou difficiles d'accès, en particulier au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria.
- Renforcer les actions de protection sociale en soutien au pouvoir d'achat face à l'érosion des moyens d'existence des populations et en particulier pour les personnes déplacées internes.

À l'endroit du CILSS, de la CEDEAO et de l'UEMOA :

- Renforcer la solidarité régionale sur le pastoralisme pour faciliter la libre circulation des troupeaux, des produits agropastoraux et alimentaires ;
- Mettre les ressources nécessaires à la disposition des pays pour combler le déficit de financement des Plan nationaux de réponse par la mobilisation de la réserve régionale de sécurité alimentaire ;
- Engager le plaidoyer de haut niveau à l'endroit des Etats visant le financement durable de la réponse.

À l'endroit des Partenaires :

- Prendre des mesures urgentes pour appuyer la mise en œuvre des plans nationaux de réponse aux besoins immédiats des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle par le renforcement des programmes d'assistance alimentaire et humanitaire

- Continuer à s'investir résolument dans les réponses structurelles inclusives en restant au côté des pays afin d'inverser les tendances alimentaires et nutritionnelles négatives dans la région, notamment le développement du secteur des intrants agricoles et de l'irrigation identifiés comme des leviers pour le renforcement de la résilience ;
- Appuyer la coordination régionale des réponses et des interventions structurelles à travers le processus du Nexus humanitaire-développement-paix pour renforcer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires.

Fait à Abidjan, le 11 juin 2024

La réunion

LEADERS POLITIQUES ET ANIMATEURS TECHNIQUES DU RPCA



PARTENAIRES TECHNIQUES



PARTENAIRES FINANCIERS

